



Avignon, le 31 mars 2026

Mesdames, messieurs les chefs de service et leurs adjointes et adjoints,

nous vous adressons cette lettre ouverte en ce jour de reconvoction du CSAL sur les emplois et le budget 2026 pour vous faire part de l'impossibilité de faire un véritable état des lieux au niveau des emplois dans chacun de vos services de la DDFIP de Vaucluse, ou plutôt pour vous alerter sur le manque de transparence de Monsieur le Directeur sur la répercussion réelle sur notre DDFIP des 550 emplois supprimés au niveau national.

En effet, vous avez dû avoir communication par un biais ou un autre du document préparatoire à ce CSAL pudiquement intitulé « Evolution des emplois dans le cadre du PLF 2026 et nouveau référentiel emploi ». Vous avez également dû avoir une explication de texte en direct par Monsieur le Directeur paraphrasant les conséquences des différentes déclinaisons allant du nouveau référentiel emplois en se cachant derrière le MAGERFIP aux incidences du PLF 2026 en parlant des reprises d'emplois fléchés (sur les SIE notamment) tout en se vantant certainement des ajustements catégoriels (plus de A et A+ beaucoup moins de C et B). Un vrai jus de chaussette quasi incompréhensible qui aboutirait selon ce document à un tout « petit » -2 emplois pour le Vaucluse.

Bref, nous vous le disons tout net et vous avez certainement dû déjà vous en rendre compte, ce chiffre n'est pas le bon et loin de là.

En réalité, la mise en place de ce soi-disant nouveau référentiel des emplois aura pour conséquence dès 2026 une évaporation « magique » de tous les emplois vacants au niveau de la DDFIP de Vaucluse et donc certainement dans la quasi totalité ou presque des services infra départementaux.

Monsieur le Directeur vous a-t-il annoncé à chacune et chacun d'entre vous la véritable situation de votre service au niveau emplois surtout si vous aviez des emplois vacants ou « chaises vides » dans feu le TAGERFIP en 2025 ? Très certainement pas !!! Pourquoi ? Parce qu'il a eu la consigne par Madame la Directrice Générale de ne pas le faire... à vous ainsi qu'aux représentants des personnels aussi bien au niveau national que local.

Voilà où en est la sacrosainte loyauté de notre Direction envers les chefs de service et par là-même envers l'ensemble des agents placés sous votre responsabilité hiérarchique.

Nous condamnons fermement cette démonstration de loyauté à sens unique et cette mascarade de dialogue social.

Par conséquent, nous ne siégerons pas officiellement aujourd'hui à cette reconvoction du CSAL « suppression d'emplois et disparition magique des emplois vacants ».

Et nous vous invitons à réclamer la vérité des prix pour les emplois dans vos services respectifs, notamment et surtout lors du dialogue de gestion de votre service ou à toute autre circonstance vous le permettant, comme le prochain collègue des chefs de service par exemple.

Par ailleurs, la pénurie d'emplois liée aux suppressions et aux réorganisations incessantes étant un des facteurs les plus aggravants en terme de risques psycho-sociaux et dégradation des conditions de travail amenant un grand nombre d'agents en situation de souffrance au travail y compris vous peut-être, nous vous sollicitons également pour effectuer avec l'ensemble de votre collectif de travail un recensement des risques le plus exhaustif et le plus sincère possible lors de la campagne DUERP actuellement en cours.

Ce recensement DUERP, et plus particulièrement pour les RPS doit se faire sous le signe de la confiance, en toute transparence et sans pression, contrairement à ce qui a pu se passer pour l'Observatoire interne où un certain nombre de collègues nous ont dit ne pas avoir répondu et avoir subi des pressions hiérarchiques au même titre que la pression qui vous a été mise très régulièrement par Monsieur le Directeur.

Si nous avons aussi décidé de nous adresser à vous aujourd'hui, c'est parce que Solidaires Finances Publiques est un syndicat vertical qui défend au quotidien et inlassablement avant tout le collectif mais aussi l'individu du cadre C au cadre A + et même A++. Nous sommes là aussi pour vous accompagner et pour que vous ayez le droit de ne pas être d'accord avec l'évolution actuelle de la DGFIP en général et la DDFIP de Vaucluse en particulier, et ce, en toute loyauté et bienveillance!

Nous restons à votre disposition et nous vous prions de croire en nos sentiments les plus solidaires pour une DGFIP plus juste, plus sociale et plus environnementale.

Pour le bureau de section de Solidaires Finances Publiques



Benoît SAUTECOEUR
Secrétaire départemental

